



HAL
open science

Recension Ludivine Bantigny, 1968. De grands soirs en petits matins

Lucile Ruault

► **To cite this version:**

Lucile Ruault. Recension Ludivine Bantigny, 1968. De grands soirs en petits matins. *Ethnologie française*, 2019, 49 (2), pp.400-403. hal-03454349

HAL Id: hal-03454349

<https://hal.science/hal-03454349>

Submitted on 29 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Ludivine Bantigny

1968. De grands soirs en petits matins

Paris, Seuil, « L'Univers historique », 2018, 464 p.

par *Lucile Ruault*

Cermes3 – CNRS CERAPS – CNRS Université de Lille

lucile.ruault@yahoo.fr

On ne se lassera pas de découvrir de quoi 68 est fait tant que le projet de « retracer un passé vivant » [21], que poursuit ici Ludivine Bantigny, se perpétue. Servi par une écriture volontiers littéraire, son ouvrage restitue les imaginaires contestataires, les « métamorphoses intimes et [les] changements collectifs » [14] consécutifs aux événements. Outre l'histoire de la rébellion, il prétend faire celle de ses opposant·e·s ainsi que « du pouvoir en place et de ses réactions ». Mais qu'on ne s'y trompe pas, l'autrice situe sans ambages son propos : elle « [se sent] de leur côté », celui des protagonistes de la contestation et ambitionne, contre le discours pétrifiant des contempteurs/rices de Mai 68, de « revenir aux projets, à l'inventivité » [12]. Elle s'inscrit dans une « historiographie renouvelée » qui diversifie toujours plus les scènes et les acteurs/rices, au moyen d'abondantes sources. Cette perspective est annoncée dans une vibrante introduction qui gagnerait néanmoins à préciser davantage les questions centrales ayant animé l'enquête et l'écriture, mais aussi la structure de l'ouvrage.

Les quatre parties le composant sont précédées d'un prologue qui bat en brèche l'idée selon laquelle 68 aurait surgi dans une France ensommeillée. Ludivine Bantigny offre un tour d'horizon des tensions et lieux de conflit qui émaillent les années 1960 et affûtent l'esprit critique, repérant déjà des liaisons mondes ouvrier/ étudiant ainsi que l'irruption de contre-cultures contestataires et artistiques. Elle s'arrête sur les affrontements qui ont marqué les éleveurs, le Midi viticole ou encore les aviculteurs bretons. Sans oublier le « Mé 67 » des Antilles fortement réprimé, les grèves et débrayages qui précèdent immédiatement Mai en divers points du territoire, en particulier la grève totale de près de 1 500 ouvrier·e·s à Caen en janvier-février 1968.

La première partie, « *Protagonismes* », s'ouvre par les rapprochements et réciprocitys qui s'opèrent entre mondes étudiant, paysan et ouvrier, qui constituent précisément une « rencontre explosive et redoutée du pouvoir » [71]. Bousculant bien des schémas narratifs, ce premier chapitre expose les conditions matérielles favorisant la disposition au dépassement des rôles sociaux. Le recours aux fiches dressées par la police lors des interpellations permet de mesurer l'hétérogénéité des rassemblements. Par cet ingénieux procédé, Ludivine Bantigny cherche également à incarner les manifestant·e·s : on voit s'agiter « un débardeur des Halles, un batelier, un brocanteur, un pépiniériste et un cultivateur [rejoindre] un vétérinaire, un avocat et plusieurs dessinateurs » parmi les interpellé·e·s du 6 juin à Paris. Ce procédé atteste enfin d'une « communauté d'âge » au sens où les initiatives d'une « jeunesse lasse de ronger son frein » [71] soudent les métissages sociaux. Le deuxième chapitre, centré sur les lieux du conflit, documente le bouleversement qu'engendre l'occupation de l'espace de travail : il « est comme redécouvert. Sa fonction change radicalement quand il devient celui d'une sociabilité et d'une unité » [73]. L'historienne détaille comment la vie s'organise dans les entreprises ; cette « pragmatique de l'occupation » combine l'entretien de l'outil de travail – donc d'une forme de quotidienneté – et du rapport de force extraordinaire (avec l'équipe dirigeante, les non grévistes et la police), incluant parfois des méthodes de séquestration atypiques, comme de passer en boucle *L'Internationale* à un patron [82]. Prêtant attention aux variations locales, Ludivine Bantigny explore la chronologie de l'affrontement et des négociations chez Michelin [93-94]. La « joie de voir les lieux autrement » atteint également la toponymie : « place du Peuple » (Brest, Nantes), « salle Jules Bonnot » (la Sorbonne), « lycée de la Commune de Paris » (Marseille). Le troisième chapitre traite des « conflits intérieurs » qui animent les syndicats et les partis de gauche

au cours des événements. Les antagonismes portent sur la restriction à un cadre revendicatif, le soutien aux groupes contestataires et aux séquestrations, les aspirations à l'autogestion, au spontanéisme, etc. « L'internationalisme comme principe actif » est l'objet du passionnant chapitre suivant. L'imprégnation du cosmopolitisme est repérable à plusieurs niveaux, qu'il s'agisse de l'activité internationaliste de l'extrême gauche, des passeurs/ses de pratiques critiques à travers les frontières, des tracts consacrés aux mobilisations hors de France, de l'étude de textes étrangers ensuite devenus des références et sources d'inspiration, ou encore des trajectoires des personnes engagées. Ludivine Bantigny s'attache aux déterminants de ces échanges : anti-impérialisme, expérience partagée de l'affrontement avec les forces de l'ordre et passation de tactiques d'auto-défense, sentiment de puissance à constater des engagements analogues ailleurs... Par exemple, les innovations des universités critiques en RFA et en Italie (dont les « contre-cours » lancés par les étudiant·e·s de Trente) nourrissent le mouvement.

La deuxième partie de l'ouvrage porte son regard « *De l'autre côté : pouvoir, police et politique* ». Le cinquième chapitre s'intéresse aux dispositifs policiers déployés, dans la mesure où c'est en réaction à leur violence que « l'événement » débute et, ensuite, car l'ébranlement des « routines de la force publique » agissant dans l'urgence a un « effet de révélation sur le pouvoir et la manière de gouverner » [153]. Ludivine Bantigny donne accès aux perceptions du corps policier, sa surprise devant la combativité des adversaires, mais aussi l'impression d'un manque de soutien des autorités. Elle identifie en fait « des polices » (gardes mobiles, polices municipales et nationale, CRS) aux grilles d'interprétation différentes ; dans les fiches qu'elles dressent, le vocabulaire de dénigrement des « agitateurs », mêlant « caractérisations politiques, d'ailleurs parfois hésitantes, et [...] considérations psychologiques », montre toute la richesse de sa plongée dans les archives policières. L'historienne s'appuie ensuite sur les témoignages « [étayant] la thèse d'une répression violente et parfois acharnée » des forces de police (dont les plaintes déposées par des particuliers, mais aussi *Le Livre noir des journées de Mai*), qui s'abat avec plus de gravité encore en juin, en milieu ouvrier. Le sixième chapitre examine les difficultés des pouvoirs publics à canaliser la contestation. Éclairant les tensions qui traversent le courant gaulliste, Ludivine Bantigny souligne, à partir de déclarations de contre-attaque, la commune tendance à « attiser la peur avec le risque de la guerre civile » [182] et à tenter d'identifier des soutiens parmi la population. Mais c'est à propos de l'échelle locale de mise en œuvre de l'autorité étatique qu'on trouvera le développement le plus intéressant. L'application par les préfets de la consigne de lever la grève montre à la fois combien elle s'est implantée (même dans les départements dits conservateurs) et leur inventivité pour engager une contre-propagande ; ainsi, le préfet de Charente-Maritime, à compter du 31 mai, « fait circuler dans les rues de La Rochelle des voitures avec haut-parleurs pour appeler à la reprise » *via* des messages dramatisants [195]. Le septième chapitre concerne les « oppositions à la contestation » et couvre à la fois l'activité des Comités de défense de la République, des organisations qui naissent, de Briançon à Nantes, en réaction au mouvement social, ainsi que les manifestations de droite mobilisant divers symboles pour rétablir l'autorité. Par-delà ces groupes connus, la question des « anonymes [qui] se sentent disposés à contrer la "subversion" » [207] peut être approchée par les lettres envoyées aux ministres et à l'Élysée afin de « se plaindre ou se mettre à leur disposition ».

La troisième partie condense, à mon sens, l'une des grandes originalités de cet ouvrage, celle de faire place à « *l'expérience sensible du politique* », jusqu'alors plutôt négligée dans la littérature, car implicitement rejetée dans des considérations « anhistoriques », mais aussi en raison du rapport problématique à l'expression des émotions, à l'époque des faits, des groupes révolutionnaires virils [239]. Ce parti-pris, annoncé dès l'introduction, irradie le huitième chapitre, intitulé « Que la joie demeure ». Le défi est de taille si l'on suit son constat qu'« une telle joie se laisse mal consigner dans des tracts » [222], obligeant dès lors à chercher les émotions et les dispositifs de sensibilisation dans des traces éparses. Elle relève dans les témoignages le sentiment grisant d'avoir prise sur le cours de l'histoire et l'exaltation de partager les mêmes affects, d'où l'utilité du concept de Barbara Rosenwein de « communautés émotionnelles ». Ce chapitre innove, de surcroît, par un angle d'approche convaincant, à savoir la

dimension corporelle des dispositions à s'engager : la conflictualité s'inscrivant dans les corps, il y a bien « un rapport physique au pouvoir » [224]. L'autrice n'omet pas les émotions des opposant·e·s à la contestation (la « répugnance quasi-physique » des Comités de défense de la République) et des « personnes restées passives ». Le neuvième chapitre traite de la parole agissante pendant 68 : avec « tous ces gens qui se sentent autorisés à prendre la parole » [241], s'épanouissent de multiples ressources créatrices, en particulier l'humour, la dérision et la satire, mais aussi la poésie – les six pages de poèmes sont imprégnées des émotions successives par lesquelles passent les contestataires, de l'audace à la déception –, le théâtre, ou encore les inscriptions sur les murs, où la place des détournements montre l'empreinte des situationnistes. Le dixième chapitre s'attelle aux rôles de genre, dont la conscience est très « tenu[e] dans la France de 1968 » [259]. Aussi « présentes et agissantes » soient les femmes, l'espace circonscrit que leurs camarades leur accordent au sein de la lutte – parlant à leur place, prononçant des injonctions et interdits sexués, leur réservant les tâches d'intendance – aboutit à la seule reconnaissance des hommes « comme leaders de la contestation » [265]. Sauf exception (le Comité de Censier), non seulement la situation spécifique des femmes est négligée, mais les oppressions de genre sont reconduites. Plus généralement, affirme Ludivine Bantigny, leur prise de parole en tant que sujets-femmes est rare. Mais demeure un flottement dans ses conclusions (« les actrices de 1968 se mobilisent en tant que femmes et veulent aussi ne pas s'afficher comme telles » [260]), du reste persistant dans la littérature sur 68 ; il vient nous rappeler que la collecte de sources orales aiderait à clarifier la place que les femmes, localement, se sont faites dans la lutte en dépit de l'absence d'une politisation de leur sort. Pour ce qui est de la sexualité, *in fine* « peu abordée » dans le mouvement, Ludivine Bantigny exhume néanmoins de singulières revendications, telles celles consignées dans le Cahier de doléances d'un lycée de St Étienne. Le onzième chapitre se focalise sur la temporalité comme enjeu de lutte. Le temps condensé vécu par les protagonistes « exacerbe le sentiment d'urgence » [281] face au risque de récupération ou de répression. Alors que prédomine « la conscience du temps où tout se noue et tout se joue » [283], le passé est objet de conflits. Les commentateurs/rices, le mouvement et ses opposant·e·s le mobilisent tour à tour comme : passé-repère, pour comprendre des événements qui les dépassent ; passé-héritage, qui sert tant à Raymond Aron pour disqualifier le mouvement qu'à ses protagonistes pour se réclamer de la Commune ; passé-leçon, à l'instar de la méfiance qu'inspirent les conséquences du Front populaire ; passé-anticipé, enfin, quand des analystes et décideurs/ses politiques usent d'un discours performatif qui referme l'événement « pour le faire sombrer dans le passé et déminer son potentiel subversif » [296].

La dernière partie du livre, « *Changer la vie. Projets et futurs imaginés* », commence avec le douzième chapitre où il s'agit de repenser le quotidien. L'imagination est la principale ressource, pour espérer provoquer les décroissements et dépasser la division sociale du travail : si on en connaît l'usage dans les écoles d'art, Ludivine Bantigny prête attention au milieu de la danse, aux architectes, jusqu'aux plus prestigieuses écoles de commerce. Des sources méconnues signalent les dispositifs inventifs qu'ont déployés les comités d'action lycéens afin de bousculer les rapports pédagogiques. L'imagination contestataire vise la mise en cause des hiérarchies, atteignant même celles de l'Église catholique, *via* les prêtres-ouvriers et de jeunes aumôniers partisans d'un engagement révolutionnaire en son sein. Le treizième chapitre revient sur les vifs débats autour de l'autonomie et de l'autogestion, et livre quelques idées-clés sur le risque de « récupération » que fait peser l'ambiguïté des termes. L'historienne explique combien la bannière autogestionnaire recouvre de pratiques et de discussions, qui en dévoilent aussi les limites, telles que « l'auto-exploitation des travailleurs ». Dès lors, elle retient avant tout « la vigilance dont les acteurs se montrent armés » [336], concevant plutôt l'autonomie et l'autogestion comme « des pistes à explorer ». Le quatorzième chapitre aborde les « imaginaires révolutionnaires » et les divergences idéologiques entre les mouvances politiques unies par l'objectif de « bouleversement radical du système socio-économique » [346]. L'exposition des « critères pour un monde différent », tels que la réduction et le réaménagement du temps de travail, tend toutefois, dès qu'il n'est plus question des partis politiques mais d'« espaces moins institués » (comme les comités de quartier), à

homogénéiser les revendications ; sans doute ce manque de précision tient-il aux limites du seul recours aux archives.

Un épilogue examine l'immédiat après mai-juin 68, c'est-à-dire les manières contrastées dont la fin du mouvement est perçue, lesquelles « éclairent la compétence réflexive des protagonistes » [352]. La « négociation pied à pied » entre syndicats et patronat dévoile la faiblesse des acquis, surtout si l'on ajoute le non-paiement des jours de grève, la répression antisyndicale et les pressions exercées sur les salarié·e·s pour intensifier les cadences. En guise d'illustration, l'auteur propose une plongée dans les établissements Ducellier (Puy-de-Dôme et Haute-Loire) en fin de grève, qui « laisse percevoir l'âpreté » des négociations locales [355]. En somme, un sentiment de désenchantement domine après le conflit au sein du mouvement ouvrier. Ludivine Bantigny relève avec talent l'un de ses paris : « rendre vivant [l'événement], sans l'embellir et sans en rire, en empoignant ses contradictions, en s'emparant de ses éclats » [369]. Pour cela, elle mobilise un foisonnement de sources (tracts, lettres, presse, rapports de police, comptes-rendus de réunions militantes, etc.) provenant de tous les bords (grévist·e·s, lycéen·ne·s, comités d'action, organes politiques et syndicaux, police et renseignements généraux, etc.), avec lesquelles elle jongle astucieusement, dans l'optique – et c'est, à mes yeux, l'une des plus grandes qualités de l'ouvrage – de narrer *les* mai-juin 68 de Paimpol, Lille, Riom, Haironville, Saint-Nazaire, Decazeville, Bagnères-de-Bigorre, mais aussi du Comité d'action de la rue Losserand (Paris-14e). Beaucoup de ces archives, de surcroît, « dorment dans des fonds peu voire jamais explorés » [20]. Or, paradoxalement, le livre en définitive ne valorise pas assez cette très impressionnante enquête. Pourquoi ne pas lui avoir consacré une réflexion plus consistante en introduction ? Outre le fait qu'elle rendrait pleinement justice à ce travail de fourmi, une note méthodologique donnerait à voir comment, en pratique, on étudie 68 dans ses multiples significations, actions et déclinaisons locales : comment ricocher d'un fonds à l'autre ? Comment, ensuite, dans l'écriture, les mettre en résonance ? Mais cette déception n'est au fond qu'un appel à ce que l'historienne partage un peu de son voyage à travers les archives dont elle a admirablement extrait l'intensité des événements.